



RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

**DEUXIÈME TRIMESTRE
DE 2020
(30 juin 2020)**

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion préparé en conformité avec le Règlement 51-102A1, approuvé par le conseil d'administration et daté du 25 août 2020 doit être lu en parallèle avec les états financiers résumés intermédiaires du 30 juin 2020.

Les états financiers résumés intermédiaires pour la période de six mois se terminant le 30 juin 2020 ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

La devise utilisée pour la présentation est le dollar canadien (\$ CAN) et tous les montants présentés dans le rapport de gestion sont en dollars canadiens.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le rapport de gestion peut contenir des énoncés prospectifs, y compris, mais sans s'y limiter, des commentaires à propos de l'échéancier et de la teneur des travaux à venir, des interprétations géologiques, de la réception de titres de propriété, etc., qui reflètent, à la date du rapport de gestion, les attentes, estimations et projections de la Société quant à ses opérations, à l'industrie minière en général et à l'environnement économique dans lequel elle évolue. Bien que raisonnables, ces énoncés à caractère prospectif comportent un certain élément de risque et d'incertitude de sorte qu'il n'y a aucune garantie qu'ils seront réalisés. Par conséquent, les résultats réels peuvent varier de façon importante de ceux mentionnés ou anticipés dans ces énoncés prospectifs.

PORTEFEUILLE MINIER

Le portefeuille de Radisson comprend deux propriétés qui couvrent une superficie totale de 2 159,58 hectares. Le régime politique est stable au Canada, l'offre au Québec au niveau fiscal y est très avantageuse, l'accès à une main-d'œuvre qualifiée y est reconnu ainsi qu'à des fournisseurs reconnus pour leur expertise dans le domaine minier.

Soulignons que la propriété la plus prometteuse de Radisson est la propriété O'Brien située en Abitibi-Témiscamingue, le long de la célèbre faille Larder-Lake-Cadillac dans la province de Québec. En février 2020, l'institut classait le Québec au 18^{ième} rang mondial pour son attrait d'investissement pour le développement minier.

PROPRIÉTÉS AU QUÉBEC (AU 30 JUIN 2020)

Propriétés	Nombre de titres miniers	Superficie (hectares)	Minéralisation	Intérêts
Douay	30	1 522,48	Or	100%
O'Brien	21	637,10	Or	100%
	51	2 159,58		

PROJET O'BRIEN

Le principal actif de Radisson, la propriété aurifère O'Brien (incluant l'ancienne propriété contiguë Kewagama), est située à environ 8 km à l'ouest de la propriété Lapa (872 000 onces d'or de production historique) appartenant à Agnico-Eagle, et à proximité immédiate de la propriété LaRonde de Agnico-Eagle au nord. Toutes ces propriétés sont localisées à l'intérieur de la Ceinture aurifère de l'Abitibi, secteur de Malartic-Cadillac, et sont recoupées par la prolifique Faille de Cadillac. Cette cassure majeure traverse les propriétés de Radisson sur toute sa longueur, soit sur environ de 4,5 km de long.

Le projet O'Brien, localisé à mi-chemin entre les villes de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or, comprends respectivement 21 claims couvrant une superficie totale de 637,43 hectares. Elle est également localisée à environ 3,7 km au sud-est de la mine LaRonde d'Agnico-Eagle, qui atteint maintenant plus de 3 200 mètres (10 000 pieds) de profondeur.

Mise à jour de l'estimé des ressources du projet O'Brien

Le 26 mars 2019, Radisson a mandaté la firme 3DGeo-Solution pour compléter une mise à jour de l'estimation des ressources courantes du projet O'Brien détenu à 100% et situé le long de la faille Larder-Lake-Cadillac (« L-L-C »), à mi-chemin entre Rouyn-Noranda et Val-d'Or, deux villes minières du Québec. L'estimation des ressources courantes, a été reçue et est datée du 15 juillet 2019 a été préparée conformément à la norme canadienne 43-101 (« NI 43-101 ») par la firme indépendante 3DGeo-Solution. L'estimation des ressources minérales actuelle fut élaborée sur la base d'une réinterprétation litho-structurale « modèle litho structural » complété en mars 2019. Les zones minéralisées furent construites en étroite association avec les structures et les vecteurs d'enrichissement interprétés dans ce nouveau modèle litho-structural. Les secteurs F, 36 E, Kewagama et Vintage ont été incorporés à ce nouvel estimé. Le rapport technique a été déposé sur SEDAR le 29 août 2019.

Estimation des ressources du projet O'Brien¹

Juillet 2019

	Ressources indiquées			Ressources présumées		
	Tonnes	Teneur (g/t Au)	Onces (Au)	Tonnes	Teneur (g/t Au)	Onces (Au)
Teneur de coupure de 5,0 g/t	949 700	9,48	289 400	617 400	7,31	145 000

(1) Les ressources Minérales ne sont pas des Réserves Minérales et leur viabilité économique n'a pas été démontrée.

Faits saillants du communiqué :

En utilisant une teneur de coupure de 5,00 g/t Au, la nouvelle estimation des ressources minérales montre :

- Ressources Indiquées de 949 700 tonnes à 9,48 g/t Au, pour un total de 289 400 oz Au.
- Ressources Présumées de 617 400 tonnes à 7,31 g/t Au, pour un total de 145 000 oz Au.

La nouvelle estimation des ressources minérales intègre :

- Une nouvelle interprétation litho-structurale, publiée en mars 2019.
- 16 201 mètres de forage complétés sur les zones F, 36E et Vintage.

Forte augmentation des onces d'or contenues et de la teneur moyenne en or.

La nouvelle estimation des ressources démontre une forte augmentation des onces par mètre vertical, alors que la teneur et le nombre d'onces ont augmenté dans toutes les catégories de ressources à toutes les teneurs de coupure.

Le nouveau modèle litho-structural révèle les secrets des hautes teneurs de l'ancienne mine O'Brien.

Le nouveau modèle structural a permis d'obtenir une meilleure compréhension du projet aurifère O'Brien, démontrant une forte compatibilité avec l'information historique et la géométrie des contrôles structuraux de l'ancienne mine, où seulement **3 veines** ont représenté **90 %** de la production historique à une teneur moyenne de 15,25 g/t Au.

Le nouveau modèle litho-structural ouvre le potentiel d'exploration de la propriété O'Brien en profondeur et en extension latérale.

Les ressources courantes ont été définies seulement jusqu'à une profondeur de 550 mètres. Deux sondages historiques ont donné 17,46 g/t Au sur 1 m et 13,68 g/t Au sur 0,32 m à des profondeurs excédant 1 000 mètres. D'autres mines à l'intérieur du camp ont atteint des profondeurs excédant 1 000 m. Les ressources courantes sont adjacentes à l'ancienne mine O'Brien qui demeure ouverte en profondeur et où la production historique s'étend jusqu'à 1 100 mètres.

Plusieurs cibles de forage d'expansion des ressources et d'exploration sont définies :

- En extension verticale des zones 36E et F (dessous 550 mètres)
- Par des cibles de forage intercalaire et d'extension de la Zone Kewagama
- Sur la zone Vintage
- Près de la surface sur O'Brien Ouest

Projet O'Brien comparaison avec l'estimé des ressources précédent (Teneur de coupure de 5,00 g/t Au)

	Ressources indiquées			Ressources présumées		
	Tonnes	Teneur (g/t Au)	Onces (Au)	Tonnes	Teneur (g/t Au)	Onces (Au)
Juillet 2019	949 700	9,48	289 400	617 400	7,31	145 000
Mars 2018	624 734	8,30	166 671	416 123	7,21	95 508

- 1) La personne qualifiée indépendante pour le présent Estimé de Ressource Minérale 2019, tel que défini par NI 43-101, est Kenneth Williamson de Kenneth Williamson 3DGeo-Solution. La date effective de l'estimé est le 15 juillet 2019.
- 2) Les ressources minérales sont classifiées comme Ressources Minérales Indiquées et Présumées; cette classification est basée sur la Définition des Standards ICM 2014.
- 3) Ces Ressources Minérales ne sont pas des Réserves Minérales puisque qu'elles n'ont pas de viabilité économique démontrée.
- 4) Les résultats sont présentés *in-situ* et non-dilués.
- 5) La sensibilité fut évaluée en utilisant des teneurs de coupure de 3,00 g/t Au à 7,00 g/t Au. La teneur de coupure est fonction des conditions fluctuante du marché (prix de l'or, taux de change, coûts d'extraction, etc) et se doit donc d'être réévaluer en conséquence.
- 6) La teneur de coupure de base de 5,00 g/t Au est établie considérant la nature filonienne des zones minéralisées, un prix de l'or de 1 350,00 US\$/oz ou 1 755 C\$/oz en utilisant un taux de change de 1,30, une récupération de 87,4 %, un prix de vente de l'or de 5,00 C\$/oz, un coût de minage global de 67,50 C\$/t, un coût d'usinage de 65,00 C\$/t et des coûts d'administration et environnementaux de 32,50 C\$/t.
- 7) Une teneur d'écrêtage de 60,00 g/t Au fut appliquée aux teneurs des échantillons avant la création des composites. La longueur des composites est établie à 1,50 m. L'interpolation fut réalisée en utilisant une méthode Inverse de la distance au cube (ID³) dans un modèle de blocs composé de cellules de 3m x 3m x 3m.
- 8) La densité (g/cm³) utilisée pour l'ensemble des zones minéralisées est de 2,82 g/cm³, et se base sur les données disponibles.

- 9) Une épaisseur minimum de 1,5 m fut appliquée à la construction du modèle des zones minéralisées, qui se compose de 63 zones minéralisées distinctes.
- 10) Suivant les recommandations du Formulaire 43-101F1, les nombres de tonnes et d'onces métriques sont arrondis à la centaine près. Toutes différences dans les totaux est un effet de cet arrondissement.
- 11) Kenneth Williamson 3DGeo-Solution n'est pas au courant de l'existence de problèmes environnementaux, de permis, légaux, fiscaux, socio-politiques ou autres problèmes pouvant avoir un impact sur le présent Estimé de Ressource Minérale.

*Toutes les données techniques en relation à la mise à jour des ressources courantes du projet O'Brien ont été extraites du communiqué de presse daté du 15 juillet 2019.

AUTRES PROPRIÉTÉS AU QUÉBEC

Bien que Radisson désire concentrer ses efforts sur le projet O'Brien, en 2017, la Société a complété une compilation géo scientifique des données historiques de sa propriété Douay située sur le territoire de la Baie-James, elle a aussi réalisé un levé géophysique par polarisation provoquée afin de définir des cibles d'exploration dans le secteur du corridor de la mine Veza.

PROMOTION

La Société a participé aux évènements suivants :

- Janvier 2020 – Metals Investor Forum
- Janvier 2020 – Conférence VRIC
- Janvier 2020 – AME Round-up (carothèque)
- Mars 2020 - PDAC International Trade Show & Investors Exchange / Carothèque
- La Société maintient une présence accrue et continue de développer les médias sociaux.
- La Société a multiplié les rencontres avec des investisseurs potentiels à travers le Canada.

FINANCEMENT PAR ACTIONS

Bons de souscription

- En janvier 2020, 400 000 bons de souscription d'achat d'actions ont été exercées par une institution financière pour un total de 68 000 \$. Un montant de 12 000 \$ a été comptabilisé en augmentation du capital-actions provenant de la valeur des bons de souscriptions au bilan.

Options

- En juin 2020, 300 000 options d'achat d'actions ont été exercées pour un total de 39 000 \$. Un montant de 16 200 \$ a été comptabilisé en augmentation du capital-actions provenant de la valeur des bons de souscriptions au bilan.

PROGRAMME D'EXPLORATION

Le 15 juillet 2019, publiait une nouvelle estimation des ressources intégrant une réinterprétation géologique et 16 200 mètres de forage. La nouvelle estimation des ressources a livrées des teneurs accrues au projet O'Brien, 9,48 g/t Au pour les ressources Indiquées et 7,31 g/t Au pour les ressources Présumées. En août 2019, la société a débuté un programme de forage de 20 000 m, ayant pour objectif principal, la validation du nouveau modèle litho-structural publié en mars 2019. En octobre 2019, la société a publié les premiers résultats de ce programme de forage, incluant 66,71 g/t Au sur 4,70 mètres, 250 en-dessous des ressources courantes du secteur 36E. Au 31 décembre 2019, 14 210 m de forage étaient complétés. En janvier et février 2020, la Société annonçait de multiples intervalles pointant vers la validation du modèle géologique. Elle a également augmenté le programme de forage à 60 000 mètres. Lors des deux premiers trimestres de 2020,

17 569 m furent complétés portant le total à 31 779 m. En parallèle, la société poursuit les études environnementales requises pour l'obtention des permis et autorisation nécessaires pour un programme d'exploration souterrain. Avec 5 982 706 \$ en trésorerie et équivalent de trésorerie au 30 juin 2020, la société est entièrement financée pour compléter l'ensemble du programme de forage et des travaux d'exploration annoncés.

BOURSE

Les actions de la Société sont inscrites en bourse depuis 1986 sous le symbole RDS. Radisson fait partie de la catégorie « sociétés émergentes » à la Bourse de croissance TSX (TSX-V).

INFORMATION ANNUELLE CHOISIE (IFRS)

Le tableau suivant résume certaines données financières présentées au bilan de la Société pour les trois dernières années :

	Exercice clos le 31 décembre		
	2019 \$	2018 \$	2017 \$
Actif total	25 444 335	15 577 613	14 298 816
Revenus	44 209	18 103	32 814
Bénéfice net (perte nette)	(497 125)	(650 302)	2 103 516
Bénéfice net (perte nette) par action	(0,003)	(0,0051)	0,0188

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES CHOISIES (NON AUDITÉES)

Les résultats d'exploitation pour chacun des trimestres des deux derniers exercices financiers sont présentés dans le tableau suivant. La direction de la Société est d'avis que l'information reliée à ces trimestres a été préparée de la même façon que les états financiers audités de l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

TRIMESTRE	2020 Juin	2020 Mars	2019 Décembre	2019 Septembre	2019 Juin	2019 Mars	2018 Décembre	2018 Septembre
Résultats (\$)								
Revenus	15,154	30 200	27 990	10 145	1 636	4 438	6 530	2 262
Résultat net et résultat global total	(2,991)	(56 324)	(203 806)	(102 039)	(267 538)	(82 197)	(104 616)	(107 510)
Résultat net de base et dilué par action	(0,00)	(0,00)	(0,00)	(0,00)	(0,002)	(0,001)	(0,001)	(0,1)
Bilan (\$)								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 550 549	1 961 806	2 273 512	3 195 642	264 912	786 603	1 504 258	1 530 622
Total du passif et des capitaux propres	25 200 079	25 196 795	25 444 335	20 915 510	14 987 270	15 146 559	15 777 613	14 937 424
Exploration minière (\$)								
Frais d'exploration et d'évaluation	1 001 235	1 248 188	1 148 658	779 924	336 231	304 608	558,589	171 619

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS CLOSE LE 30 JUIN 2020

En raison de son secteur d'activités, la Société ne génère pas de revenus réguliers et doit compter sur l'émission d'actions ou sur les revenus d'intérêt générés par ses placements pour assumer ses dépenses courantes. Elle assure également la poursuite de ses activités par la signature d'ententes d'options de vente sur certaines de ses propriétés minières.

Les résultats pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020 se soldent par une perte nette de (59 316 \$) ou (0,000 \$) par action, comparativement à une perte nette de (329 734 \$) ou (0,002 \$) par action pour la même période en 2019.

Le tableau suivant donne le détail des dépenses d'opération pour les périodes de six mois terminées le 30 juin 2020 et le 30 juin 2019.

(non audité)	Périodes de six mois closes les 30 juin		Variance
	2020	2019	
	\$	\$	
Revenus :			
Intérêts	45 354	6 074	39 280
	45 354	6 074	39 280
Frais d'administration :			
Salaires et charges au titre des avantages du personnel	87 383	50 266	37 117
Rémunération et paiements à base d'actions	391 510	148 210	243 300
Experts et sous-traitants	194 603	86 626	107 977
Honoraires professionnels	23 726	44 991	(21 265)
Voyages et promotion	51 150	95 307	(44 157)
Informations aux actionnaires	20 538	26 750	(6 212)
Inscriptions et frais de registrariat	53 248	34 491	18 757
Papeterie et dépenses de bureau	26 815	21 877	4 938
Assurances, taxes et licences	9 158	6 930	2 228
Intérêts et frais bancaires	3 945	354	3 591
Impôt de la partie XII.6	681	1 180	(499)
Télécommunications	10 802	2 460	8 342
Amortissement des immobilisations	4 288	1 886	2 402
Maintien d'un site minier	3 780	2 380	1 400
Perte (gain) réalisée sur placements	6 729	-	6 729
Perte (gain) non réalisée sur placements	(171 056)	(20 650)	(150 406)
	717 298	503 058	214 240
Perte avant impôts sur les bénéfices et impôts différés	(671 944)	(496 984)	(174 960)
Impôts sur les bénéfices et impôts différés	612 628	167 250	445 378
Perte nette	(59 316)	(329 734)	270 418

Pour la période de six mois close le 30 juin 2020, la Société a réalisé 45 354 \$ en revenus d'intérêts et autres revenus comparativement à un revenu de 6 074 \$ pour la même période en 2019.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2020, la Société a réalisé une perte avant impôts de 671 944 \$ comparativement à une perte avant impôts de 496 984 \$ pour la même période en 2019.

Les dépenses en salaires et charges au titre des avantages du personnel sont de 87 383 \$ pour l'exercice clos le 30 juin 2020 alors qu'ils étaient de 50 266 \$ pour la même période en 2019. L'écart s'explique par le régime de bonus de performance en place. Ceux-ci ont été versés en début d'année et sont en lien à l'exercice précédent.

Les dépenses en experts et sous-traitants sont de 194 603 \$ pour l'exercice clos le 30 juin 2020 alors qu'elles étaient de 86 626 \$ pour la même période en 2019. L'écart s'explique par l'embauche d'un chef des finances, maintenant président et par le régime de bonus de performance en place. Ceux-ci ont été versés en début d'année et sont en lien à l'exercice précédent.

Les dépenses en honoraires professionnels sont de 23 726 \$ pour l'exercice clos le 30 juin 2020 alors qu'elles étaient de 44 991 \$ pour la même période en 2019. Une faible baisse des honoraires d'audit annuels pour l'année et une différence temporelle de facturation explique cette baisse.

Les dépenses en voyage et promotion pour la période de six mois close le 30 juin 2020 sont de 51 150 \$ alors qu'elles étaient de 95 307 \$ pour la même période en 2019. L'écart s'explique par une diminution des activités de voyage pour relations aux investisseurs lors des deux premiers trimestres.

Les dépenses d'inscriptions et de frais registrariat pour la période de six mois close le 30 juin 2020 sont de 53 248 \$ alors qu'elles étaient de 34 491 \$ pour la même période en 2019. Ce poste budgétaire inclut les frais d'assemblée annuelle et le régime de jetons de présence mise en place en 2019 pour les administrateurs. Le second explique une augmentation de 14 500 \$ pour les deux premiers trimestres de 2020.

Les dépenses en papeterie et frais de bureau ont été de 26 815 \$ pour la période de six mois close le 30 juin 2020 alors qu'elles étaient respectivement de 21 877 \$ pour la même période en 2019. Cette augmentation s'explique par une augmentation du nombre d'employés et consultants ayant travaillé au siège social de la Société dans les six premiers mois de 2020.

Les dépenses en télécommunications pour la période de six mois close le 30 juin 2020 sont de 10 802 \$ alors qu'elles étaient de 2 460 \$ pour la même période en 2019. La Société a ajouté une plateforme web pour mettre en valeur le modèle 3D du gisement O'Brien.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2020, la Société a reporté une perte réalisée sur placements de 6 729 \$ comparativement 0 \$ pour la même période en 2019. Cette perte s'explique par la vente d'une partie des placements temporaires lors du second trimestre de 2020.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2020, la Société a reporté un gain non réalisé sur placements de 171 056 \$ comparativement 20 650 \$ pour la même période en 2019. Ce gain est non réalisé et n'a aucun impact sur la trésorerie.

La Société maintient constamment un contrôle rigoureux sur ses dépenses afin de prolonger ses liquidités tout en évitant une dilution inutile de ses actions en circulation. La direction de la Société continue à gérer de façon prudente les fonds disponibles pour ses opérations courantes et maintient son objectif d'augmenter son niveau d'encaisse, afin de pouvoir respecter ses engagements et maintenir la pérennité de la Société à long terme.

LIQUIDITÉS ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au cours de la période de six mois close le 30 juin 2020, la Société a réalisé 2 281 349 \$ en travaux d'exploration et de mise en valeur alors que 640 839 \$ en travaux de même nature ont été réalisés au cours de la même période en 2019. L'augmentation est reliée à l'augmentation des activités d'exploration, incluant les forages au projet O'Brien.

Les frais d'administration totaux s'élèvent à 717 298 \$ pour la période de six mois close le 30 juin 2020 et à 523 708 \$ pour la période comparative de 2019. Les principaux éléments à l'origine des variations ont été mentionnés précédemment.

Au 30 juin 2020, la Société détient une encaisse de 5 982 706 \$ alors qu'au 30 juin 2019, elle détenait seulement une encaisse au montant de 264 912 \$. Au 30 juin 2020, la Société détient 4 432 157 \$ en trésorerie et équivalents en fonds réservés à l'exploration et à l'évaluation (0 \$ en 2019).

La cession possible des actions de Wallbrige Mining Ltd. et de Galway Metals inc. détenues par la Société constitue un potentiel apport monétaire dans le futur. Au 30 juin 2020, la valeur de ces actions était d'environ 292 506 \$.

L'exercice de bons de souscription en circulation représente un financement potentiel de 2 560 322 \$.

Le financement de la Société se fait principalement par voie d'émissions de capital action, le succès de celui-ci dépend des marchés des capitaux de risque, de l'attrait des investisseurs pour les sociétés d'exploration et du prix des métaux. Pour continuer ses activités d'exploration et couvrir ses dépenses courantes, Radisson devra maintenir et augmenter ses liens avec la communauté financière afin de pouvoir réaliser d'autres financements par actions.

DEUXIÈME TRIMESTRE

Résultats pour le trimestre terminé le 30 juin 2020

Les résultats du dernier trimestre se soldent par une perte avant impôts de 346 849\$ et de 320 560 \$ pour le trimestre correspondant en 2019.

Le tableau suivant donne le détail des dépenses d'opération pour les deuxièmes trimestres terminés le 30 juin 2020 et le 30 juin 2019.

(non audité)	2020	2019	Variance
	\$	\$	
Revenus :			
Intérêts	15 154	1 636	13 518
	15 154	1 636	13 518
Frais d'administration :			
Salaires et charges au titre des avantages du personnel	27 721	20 377	7 344
Rémunération et paiements à base d'actions	384 850	135 710	249 140
Experts et sous-traitants	87 135	35 744	51 391
Honoraires professionnels	5 288	29 495	(24 207)
Voyages et promotion	14 115	39 958	(25 843)
Informations aux actionnaires	9 033	18 730	(9 697)
Inscriptions et frais de registrariat	30 912	23 957	6 955

Papeterie et dépenses de bureau	10 999	11 159	(160)
Assurances, taxes et licences	4 022	3 157	865
Intérêts et frais bancaires	3 730	95	3 635
Impôt de la partie XII.6	-	-	-
Télécommunications	802	887	(85)
Amortissement des immobilisations	2 144	1 197	947
Maintien d'un site minier	3 180	2 380	800
Perte (gain) réalisée sur les placements	6 729	-	6 729
Perte (gain) non réalisée sur les placements	(228 656)	(650)	(228 006)
	362 004	322 196	39,808
Perte avant impôts sur les bénéfices et impôts différés	(346 849)	(320 560)	(26 289)
Impôts sur les bénéfices et impôts différés	343 858	53 022	290 836
Perte nette	(2 991)	(267 538)	264 547

DONNÉES SUR LES VALEURS MOBILIÈRES EN CIRCULATION

Capital-actions

Au 30 juin 2020, le capital-actions de la Société se compose de 190 045 570 actions ordinaires (2019, 137 079 250) émises et en circulation.

30 juin 2020	Actions catégorie A	Montant
		\$
Émis et payé :		
Solde au 31 décembre 2019	189 645 570	46 950 694
Bons de souscription ¹	400 000	68 000
Options ¹	300 000	39 000
Frais de financement ²	-	(12 037)
Solde au 30 juin 2020	190 345 570	47 013 093

¹ Présenté à la valeur d'exercice

² Les frais de financement sont liés à un placement privé, clos au 31 décembre 2019 et un placement privé annoncé le 9 Juin 2020.

30 juin 2019	Actions catégorie A	Montant
		\$
Émis et payé :		
Solde au 31 décembre 2018	50 000	-
Frais de financement ¹	-	(500)
Solde au 30 juin 2019	137 079 250	39 170 699

¹Les frais de financement sont liés à un placement privé, clos au 31 décembre 2018

Options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants. Au 30 juin 2020, un maximum de 18 000 000 (2019, 12 000 000) actions ordinaires de la Société peuvent être émises en vertu de ce régime d'options. Au 30 juin 2020, des options portant sur _____ (2019, 7 000 000) actions ordinaires étaient en circulation.

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	
		\$		\$	
Solde au 31 décembre 2019	8 900 000	0,139	4 035 000	0,131	Solde au 31 décembre 2018
Devenus exerçables 3 mai 2020	500,000	0,15	250 000	0,105	Octroyée le 8 mars 2019
Octroyées le 27 avril 2020	50,000	0,17	740 000	0,11	Octroyée le 3 mai 2019
Exercées le 5 juin 2020	(300,000)	0,13	(50 000)	0,10	Exercées le 6 juin 2019
Octroyées le 12 juin 2020	2,675,000	0,255	(200 000)	0,10	Échues le 6 juin 2019
			2 100 000	0,135	Octroyées le 13 juin 2019
Solde au 30 juin 2020	11 825 000	0,166	4 285 000	0,13	Solde au 30 juin 2019
Options pouvant être exercées	11 825 000	0,166	4 285 000	0,13	Options pouvant être exercées

Le nombre d'options en circulation s'établit comme suit :

Nombre d'options en cours	Prix d'exercice	Vie moyenne pondérée	Nombre d'options exerçables
	\$	(years)	
745 000	0,140	0,97	745 000
790 000	0,165	1,92	790 000
840 000	0,110	2,03	840 000
1 750 000	0,150	2,42	1 750 000
1 300 000	0,125	2,94	1 300 000
200 000	0,120	3,11	200 000
300 000	0,100	3,32	300 000
250 000	0,105	3,69	250 000
2 225 000	0,135	3,96	2 225 000
700 000	0,200	4,34	700 000
50 000	0,170	4,83	50 000
2 675 000	0,255	4,95	2 675 000
11 825 000			11 825 000

Au cours de la période de six mois close le 30 juin 2020, la Société a émis 300 000 actions sur exercice d'options d'achat d'actions (50 000 en 2019).

Bons de souscription

Chaque bon de souscription autorise le porteur à acquérir une action ordinaire de la Société.

Le prix d'exercice et la date d'échéance des bons de souscription varient selon leurs dates d'émission.

Au cours de la période de six mois close le 30 juin 2020, la Société n'a émis aucun bon de souscription (0 en 2019) et 12 012 903 bons de souscription étaient en circulation au 30 juin 2020 (3 063 095 en 2019).

	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice \$	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice \$	
Solde au 31 décembre 2019	15 075 998	0,20	12 578 110		Solde au 31 décembre 2018
Exercés – 24 janvier 2020	(400 000)	0,17	(5 350 000)	0,22	Échus – 24 janvier 2019
Échus – 24 février 2020	(163 095)	0,17	(1 701 667)	0,20	Échus – 5 juin 2019
Échus – 28 février 2020	(2 500 000)	0,17	(2 463 348)	0,25	Échus – 5 juin 2019
Solde au 30 juin 2020	12 012 903	0,213	3 063 095		Solde au 30 juin 2019

Le tableau ci-après résume l'information relative aux bons de souscription au 30 juin 2020 :

Prix d'exercice \$	Bons de souscription en circulation	Date d'échéance
0,21	11 505 961	Août 2021
0,255	154 558	Juin 2021
0,297	352 384	Juin 2021
	12 012 903	

OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Les redevances sur les propriétés minières se détaillent comme suit :

- O'Brien : paiement au comptant de 1 million de dollars lors de la mise en production commerciale
- Kewagama : 2 % NSR
- Massicotte : En faveur de Radisson une redevance sur les revenus nets de fonderie (NSR) de 2 % sur les claims qui constituent la propriété. Balmoral peut acheter une première moitié de la redevance NSR en versant 1 000 000 \$ en espèces, tout comme elle a la possibilité d'acheter la seconde moitié en effectuant un paiement additionnel de 2 000 000 \$ en espèces.
- En égard d'une souscription de 5 000 000 unités, la Société a accordé à une entité européenne (le « Souscripteur ») un ROFO (droit de premier refus) exclusif portant sur tout financement par flux aurifère qui pourrait être mis en place par la Société pour l'exploration souterraine, l'échantillonnage en vrac ou la mise en production du projet O'Brien qu'elle détient à 100%. Il n'y a aucune obligation de la Société de financer par flux aurifère.

INFORMATION RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Opérations entre parties liées

Durant la période de six mois close le 30 juin 2020, la Société a effectué les transactions suivantes avec des dirigeants, des administrateurs, des sociétés appartenant à des administrateurs ainsi qu'avec une partie liée au président et chef de la direction.

	Périodes de six mois closes le	
	30 juin 2020	30 juin 2019
	\$	\$
Frais de location	16 020	15 600
Location de véhicules et frais connexes	4 799	2 152
Experts-conseils et sous-traitants inclus dans les frais de prospection et d'évaluation	7 073	18 128
	27 892	35 880

La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants (le président, le vice-président et chef des finances, le directeur des finances ainsi que les administrateurs) est la suivante :

	Périodes de six mois closes le	
	30 juin 2020	30 juin 2019
	\$	\$
Salaires et charges au titre des avantages du personnel	85 982	50 266
Experts-conseils et sous-traitants inclus dans les frais de prospection et d'évaluation	-	1 695
Experts-conseils et sous-traitants	162 500	68 570
Jetons de présence	14 500	-
Rémunération à base d'actions	311 150	141 550
	574 132	262 081

Ces opérations sont mesurées en fonction de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE DIVULGATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des opérations financières sont responsables de l'établissement et du maintien des contrôles et des procédures de divulgation de l'information de la Société au sens du Règlement 52-109. Ces contrôles et procédures ont été évalués au 30 juin 2020 et il a été conclu qu'ils étaient adéquats et efficaces.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des opérations financières sont responsables de l'établissement et du maintien des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société au sens du Règlement 52-109. Pour la période de six mois close le 30 juin 2020, il n'y a eu aucun changement dans les contrôles qui aurait considérablement affecté ou, du moins, très probablement affecté les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES POUR LES ÉMETTEURS ÉMERGENTS N'AYANT PAS D'IMPORTANTS REVENUS

La Société fournit l'information relative aux actifs d'exploration et de mise en valeur dans la note 5 des états financiers de la période close le 30 juin 2020. La Société n'a aucune dépense de recherche et développement.

La Société n'a pas de frais reportés autres que les actifs d'exploration et de mise en valeur.

Concernant les informations présentées dans ce rapport de gestion sur les actifs de prospections et d'évaluation, la direction a conclu que l'absence de dépréciation au cours de la période de six mois close le 30 juin 2020 est adéquate.

MODE DE PRÉSENTATION ET CONFORMITÉ AUX IFRS

Les présents états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, à l'exception des actifs financiers et des passifs financiers qui sont réévalués à

la juste valeur par le biais du résultat net. La préparation des états financiers fait appel à des estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la Société. Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers sont résumées plus loin dans le rapport de gestion.

Les états financiers ne tiennent pas compte des projets de normes toujours à l'étape de l'exposé-sondage auprès de l'International Accounting Standards Board (IASB) ainsi que des normes publiées et approuvées par l'IASB, mais dont la date d'application est ultérieure au 30 juin 2020.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Conformément aux *Normes internationales d'information financière* (« IFRS »), la direction de la Société doit faire des estimations et hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes.

Les principales méthodes comptables ainsi que celles qui requièrent le plus de jugements et d'estimations sont :

Dépenses de prospection et d'évaluation

L'application de la convention comptable de la Société pour les dépenses de prospection et d'évaluation nécessite l'exercice du jugement dans la détermination de la mesure dans laquelle la dépense peut être associée à la découverte de ressources minérales spécifiques. Le processus d'estimation exige différents niveaux d'incertitudes et ces estimations ont un effet direct sur le report des dépenses de prospection et d'évaluation. La convention de report exige de la direction de faire des estimations et des hypothèses concernant les événements et circonstances futurs. Les estimations et les hypothèses effectuées peuvent être modifiées si de nouvelles informations deviennent disponibles. Si, après que des dépenses aient été capitalisées, des informations deviennent disponibles et suggèrent qu'il est improbable que la valeur comptable puisse être recouvrée, le montant capitalisé est radié dans l'exercice au cours duquel les nouvelles informations deviennent disponibles.

Provisions et passifs éventuels

Le jugement est utilisé afin de déterminer si un événement passé a engendré un passif qui devrait être comptabilisé aux états financiers ou s'il devrait être présenté comme un passif éventuel. Quantifier ces passifs implique jugements et estimations. Ces jugements sont basés sur plusieurs facteurs, tels que la nature de la réclamation ou du conflit, les procédures juridiques et le montant potentiel à payer, les conseils juridiques obtenus, l'expérience antérieure et la probabilité de la réalisation d'une perte. Plusieurs de ces facteurs sont sources d'incertitude quant aux estimations.

Dépréciation des actifs de prospection et d'évaluation.

La Société soumet chaque unité génératrice de trésorerie pour déterminer s'il existe des indications de dépréciation. La direction a établi ses unités génératrices de trésorerie comme étant chaque site minier individuel, lequel est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsqu'un indicateur de dépréciation existe, puisque la Société ne dispose pas d'informations suffisantes au sujet de ses biens miniers pour pouvoir estimer les flux de trésorerie futurs, elle soumet ses biens miniers à un test de

dépréciation en comparant la juste valeur à la valeur comptable, sans préalablement effectuer un test de recouvrabilité. Les techniques permettant d'établir la juste valeur exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses telles que le prix prévu à long terme des ressources minérales, la capacité d'obtenir le financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le potentiel exploratoire. La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

Dépréciation des actifs

La Société évalue chaque groupe d'actifs périodiquement pour déterminer s'il existe des indications de perte de valeur. Lorsque des indicateurs de perte de valeur existent, une évaluation du montant recouvrable est effectuée. Les évaluations nécessitent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses telles que le cours des prix à long terme des ressources minérales, le financement futur nécessaire, le potentiel et les résultats d'exploration. La juste valeur est établie comme étant le montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif dans le cadre d'une transaction entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La juste valeur des actifs miniers (propriétés minières et frais de prospection et d'évaluation reportés) est généralement établie comme étant la valeur non actualisée des flux monétaires futurs provenant de l'utilisation continue de l'actif, laquelle comprend des estimations sur les coûts d'expansion et de disposition, en utilisant des hypothèses que prendrait en compte une partie prenante indépendante compétente. La juste valeur correspond au prix du marché lorsqu'il est attendu que les actifs seront vendus.

En ce qui a trait aux actifs miniers sujets à un test de recouvrabilité, la direction a déterminé le groupe d'actifs comme étant chaque site minier individuel, lequel est le plus bas niveau pour lequel les flux de trésorerie identifiables sont dans une large mesure indépendants des flux de trésorerie d'autres actifs et passifs. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable et qu'elle excède la juste valeur de l'actif. La perte de valeur correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction d'établir des estimations, des hypothèses et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer des estimations, des hypothèses et des jugements posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. Les paragraphes suivants décrivent les estimations et hypothèses comptables les plus critiques formulées par la direction lors de la comptabilisation et de l'évaluation des actifs, des passifs et des charges et les jugements les plus critiques de la direction dans l'application de méthodes comptables.

Rémunération et paiements à base d'actions et juste valeur des bons de souscription

Pour estimer les dépenses liées à la rémunération à base d'actions et à la juste valeur des bons de souscription, il faut sélectionner un modèle d'évaluation approprié et évaluer les données qui sont nécessaires pour le modèle d'évaluation choisi. La Société a estimé la volatilité de ses propres actions, la durée de vie probable des options, la période d'exercice de ces options, ainsi que les extinctions prévues. Le modèle d'évaluation utilisé par la Société est le modèle de Black & Scholes.

Passifs et actifs d'impôt différé

Les passifs et les actifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'imposition (et des lois fiscales) qui sont adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des passifs et des actifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont la Société s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs.

RISQUES LIÉS À L'EXPLORATION

L'exploration minière comporte un degré de risque élevé. Peu de propriétés explorées sont mises en production. Des formations rocheuses inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et la difficulté d'obtenir de la main-d'œuvre qualifiée, de la machinerie ou de l'équipement approprié ou adéquat sont d'autres risques que comporte l'exécution des programmes d'exploration.

Les facteurs économiques liés à la mise en valeur de propriétés de ressources sont tributaires de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des métaux, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les réclamations des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la Société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Il n'y a aucune certitude que les dépenses que la Société engagera dans l'exploration de ses propriétés minières donneront lieu à des découvertes de quantités commerciales de minerai. La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerai commercialement exploitables.

RÈGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE ET AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La législation, les règlements et les mesures actuels et futurs en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et les normes environnementales font l'objet d'une évaluation constante et peuvent être haussées considérablement, ce qui pourrait nuire sérieusement aux opérations de la Société ou à son aptitude à mettre ses propriétés en valeur d'une façon économique. Avant que la production ne puisse débiter sur une propriété, la Société devra obtenir les approbations des autorités de réglementation et les approbations environnementales. Rien ne saurait garantir que ces approbations soient obtenues et qu'elles le soient à temps. Le coût des changements dans la réglementation gouvernementale peut également réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété.

RISQUES LIÉS AU FINANCEMENT ET À LA MISE EN VALEUR

La mise en valeur des propriétés de la Société dépend donc de sa capacité à obtenir le financement additionnel nécessaire. Rien ne saura garantir qu'elle réussisse à obtenir le financement requis. De plus, la mise en production de propriétés de ressources dépendra de l'utilisation des services d'un personnel

expérimenté ou encore de la conclusion d'ententes avec d'autres grandes sociétés de ressources qui peuvent fournir cette expertise.

COURS DES RESSOURCES

Des facteurs indépendants de la volonté de la Société peuvent influencer sur la qualité marchande de l'or ou de tous autres minéraux découverts. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

RISQUES NON ASSURÉS

La Société peut devenir assujettie à la responsabilité découlant des éboulements, de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne peut s'assurer ou choisit de ne pas le faire en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres motifs. Le paiement de ces responsabilités diminuerait ou pourrait éliminer les fonds disponibles pour les activités d'exploration et d'extraction.

AUTRES EXIGENCES RELATIVES AU RAPPORT DE GESTION

On peut trouver davantage de renseignements sur la Société sur SEDAR (www.sedar.com).

(s) Mario Bouchard

Mario Bouchard

Président et chef de la direction

(s) Denis Lachance

Denis Lachance

Chef des finances par Intérim

Rouyn-Noranda, Québec, Canada

Le 25 août 2020